

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

INTRODUCTION

2014 :
L'UNITÉ STRATÉGIQUE OCCIDENTALE EN QUESTION ?

PAR

YVES BOYER (*)

Avec la fin de la Première Guerre mondiale, « *l'autre Occident* » que sont les Etats-Unis devient la puissance dominante et supplante l'Europe comme acteur majeur des relations internationales, non seulement militairement mais aussi financièrement avec le Gold Reserve Act de 1934 qui aboutissait à faire du dollar la monnaie internationale de référence. Ce phénomène sera amplifié par la Guerre froide. La période qui suit immédiatement la fin du bloc communiste laissait à penser qu'il en serait encore ainsi pour une période indéterminée. Le monde était suspendu aux initiatives de Washington et les débats sur la société internationale s'organisaient en large partie sur les thématiques développées aux Etats-Unis, comme par exemple la « Fin de l'histoire ». L'absence d'une menace commune et pressante dans l'espace euro-atlantique imposait en outre une remise à niveau des codes sémantiques et on passera ainsi de la notion de solidarité atlantique, face au danger venu de l'Est, à la solidarité occidentale fondée sur le partage de valeurs communes. Cette évolution sémantique s'accompagnait d'injonctions américaines à transformer l'Alliance atlantique comme celle, par exemple, du sénateur américain Lugar déclarant en 1993 « *NATO has to go out of area or out of business* ».

Depuis, les modifications de la scène internationale sont venues altérer cette solidarité occidentale dont l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN) reste l'une des manifestations de plus en plus rares et qui peine à trouver un agenda prometteur pour le sommet de l'organisation qui aura lieu à Cardiff en septembre 2014. Il faut ici faire preuve d'une liberté d'appréciation qui est souvent mise sous le boisseau en France : comme l'affirme la philosophe Chantal Delsol, « *dans la France contemporaine où l'intelligence est surabondante, c'est le courage qui manque* ». Ayons donc le courage de voir les choses en face pour ce qui est des affaires occidentales, lesquelles ne peuvent plus se résumer aux seuls débats qui confortent la bureaucratie otanienne et ses relais, que ce soit

(*) Professeur de relations internationales à l'Ecole polytechnique (France) et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

sur la prolifération, la défense antimissiles ou encore la prolifération nucléaire, autant de faux-nez qui masquent d'autres réalités.

La recomposition en cours de la société internationale impose une adaptation de la part des Occidentaux, lesquels continuent de s'arc-bouter, sans trop y croire, aux cadres anciens qui contribuaient à structurer cette société internationale, notamment du point de vue de la sécurité, et dont les règles du jeu, normes et moyens d'action étaient largement d'inspiration occidentale. Il devient difficile de conserver la doxa officielle fondée sur les communiqués des derniers grands sommets de l'Alliance (Paris en 2009, Lisbonne en 2010 et Chicago en 2012). Les affaires d'Iraq en 2003 et d'Afghanistan sont autant d'errements qui entachent le message des représentants de l'OTAN de doutes sérieux. L'OTAN, pour garder un sens, doit subir un *aggiornamento* profond. Les revers politiques successifs à l'occasion des interventions militaires occidentales depuis 2001 et le poids croissant des affaires économiques et financières dans les relations internationales le commande. L'opération *Iraqi Freedom* a non seulement divisé l'OTAN, mais, de surcroît, elle n'a pas débouché pour Washington sur les résultats politiques escomptés : les Américains se sont retirés d'Iraq en laissant un pouvoir en place qui ne cesse de leur faire des pieds de nez, notamment en participant *mezzo voce* au soutien des forces loyalistes au régime en place en Syrie. L'Afghanistan est un double échec : militairement, l'objectif d'éradiquer les Talibans n'a pas été atteint et on constate au contraire un renforcement de leur emprise tant en Afghanistan qu'au Pakistan ; de plus, l'intervention a immunisé les Européens, mais aussi les Américains, contre des aventures militaires pour lesquelles les objectifs politiques sont toujours demeurés flous et les raisons d'intervenir des uns et des autres trop ambiguës. L'époque où le ministre allemand de la Défense Peter Strüch déclarait, en 2002, que la défense de l'Allemagne commençait sur l'Hindu Kush est une période révolue. Les ministres de la Défense des Etats membres de l'OTAN se sont entendus en juin 2013 sur les grandes lignes du projet nommé « Concept d'opérations » pour la mission baptisée « Resolute Support » destinée à définir le rôle de l'OTAN en Afghanistan après 2014. Quel sérieux attacher à cette initiative prise à Bruxelles alors même que les Occidentaux ne maîtrisent pas la situation politique et sécuritaire qui prévaut en Afghanistan et encore moins chez son voisin pakistanais ? En même temps, derrière l'unité de façade, cette dernière initiative montre les divisions qui existent entre les deux rives de l'Atlantique : les uns ne savent pas encore ce qu'ils vont faire et les autres attendent d'être fixés les yeux rivés sur Washington pour une opération de soutien aux autorités de Kaboul à laquelle ils ne sont pas certains de pouvoir participer. Ces interventions militaires ont représenté, en outre, un coût humain, politique et financier considérable. Les sommes déboursées par les Américains pour ces deux guerres les plus coûteuses de l'histoire américaine varient selon un rapport publié par la Kennedy School of Government d'Harvard de 4 000 à 6 000 milliards de dollars, soit 75 000 dollars pour chaque ménage américain. Ces guerres ont laissé les Etats-Unis lourdement endettés et auront un effet durable sur les crises fiscales et budgétaires du gouvernement fédéral.

Cet effort financier serait resté supportable si deux facteurs n'étaient pas intervenus entre-temps : la transformation de l'Asie en centre de l'économie mondiale et la crise financière de 2008, qui perdure et contribue au reclassement de l'échelle des puissances. Jamais dans leur histoire les Etats-Unis n'ont été aussi dépendants pour leur prospérité de l'Asie. Si l'on considère les vingt premiers créanciers des Etats-Unis qui possèdent près de 80% de la dette américaine, les pays européens en détiennent 25% et l'Asie 75%. Aujourd'hui, avec une interconnexion de plus en plus étroite entre politique étrangère et politiques économiques et financières, le pivotement américain vers l'Asie doit se comprendre d'abord pour ces motifs et moins pour un quelconque endiguement de la Chine, même si, implicitement, ce dernier motif est agité par certains milieux américains. La rencontre d'Annenberg, en juin 2013, entre le président Obama et son homologue chinois Xi Jinping a contribué à cet égard à aider à lever certaines ambiguïtés. Dans cette relation complexe qui se développe entre Pékin et Washington, l'Europe n'apparaît pas ou si peu. Autrement dit, l'unité occidentale ne vaut que pour ce qu'en attendent les protagonistes, c'est ainsi que Washington entend conclure un accord de libre-échange avec Bruxelles (le Transatlantic Trade and Investment Partnership ou TTIP) pour mieux aborder les discussions avec les Chinois sur le commerce international et les normes qui doivent présider à son essor.

Les négociations sur le TTIP menées avec la plus grande confidentialité vont montrer que, si elles restent très proches les unes des autres, les sociétés européennes et américaines évoluent dans des sens différents. L'invocation des « valeurs » comme moteur des interventions militaires occidentales a montré ses limites en Iraq, en Afghanistan et en Libye et elle continue à diviser : la propagation des valeurs de démocratie au Proche-Orient fut instrumentalisée par l'administration Bush pour justifier ses interventions militaires au moment où les Européens semblaient en retrait sur ce thème ; aujourd'hui, dans le cas syrien, on assiste à une inversion des attitudes. Plus généralement on ne peut que constater que, depuis les années 1990, la diversité des enjeux internationaux n'a fait qu'accentuer la dérive respective des Européens et des Américains vers des horizons différents, ce qui ne manquera pas d'affecter l'OTAN, symbole et manifestation de l'unité d'antan. D'un point de vue international, on ne peut pas passer sous silence les désaccords liés au règlement de l'affaire de la Bosnie, à l'intervention en Iraq, au traitement des prisonniers, à ceux liés à la question du climat, à la ratification d'accords internationaux comme la Convention de Montego Bay sur le droit de la mer et à l'avenir du système monétaire international, où les différences de situation qui affectent le dollar et l'euro placent les deux rives de l'Atlantique sur des trajectoires différentes même si elles ne sont pas opposées. Nous vivons donc une période de grande incertitude où, selon le mot de Régis Debray, « *l'Amérique se cherche, l'Europe s'égare, la Chine se retrouve* ».

Il est vraisemblable que la société internationale s'achemine vers une sorte de maillage complexe entre des organisations plus ou moins connectées qui remplacera le système des alliances traditionnelles hérités des XIX^e et XX^e siècles.

Dans cette perspective, l'OTAN continuera à traduire la solidarité entre ses membres au terme de l'article 5 du Traité de Washington et dans la zone géographique définie dans le cadre de ce Traité. Elle ne saurait se transformer en alliance globale, car ses membres européens y sont plus que réticents, parce que les Etats-Unis n'y sont pas vraiment prêts et parce que cela pourrait créer des émules, ce qui serait contraire à nos intérêts. Pourquoi, en effet, l'Organisation de coopération de Shanghai ne deviendrait-elle pas aussi une alliance globale ? Ce n'est pas parce que les pays qui en sont les acteurs principaux ne partagent pas nos valeurs qu'ils sont moins avisés et stratèges que nous ne le sommes. Ne rêvons pas du passé en cherchant à restaurer les liens très étroits qui unissaient les Etats-Unis et l'Europe durant la Guerre froide. Interrogeons-nous davantage sur les voies et moyens de la souveraineté européenne qui émanciperait l'Europe des Etats-Unis sans pour autant rompre l'alliance avec ces derniers. Autrement dit, si une forme d'unité stratégique occidentale demeure, force est de constater qu'elle est réduite aux acquêts et c'est sans doute la seule façon de la pérenniser dans un monde fluide et multipolaire.

SYRIE, IRAN : LE RETOURNEMENT DU PROCHE-ORIENT

PAR

YVES BOYER (*)

« *Vers l'Orient compliqué je volais avec des idées simples* »
Charles de Gaulle (*Mémoires de Guerre*, t. 1, « L'Appel »)

Amorcée au printemps 2011, la révolte contre Bachar al Assad et son clan semblait ouvrir la voie à une extension du « Printemps arabe » à la Syrie, jusque-là épargnée par la contestation. Le mouvement insurrectionnel ne touchera, en fait, que 5 des 22 pays que compte la Ligue arabe. Depuis lors, aucun des cinq n'a pu faire redémarrer l'économie et n'a retrouvé la stabilité politique. L'économie tunisienne s'enfonce dans le marasme ; la Libye est devenue anarchique et ingouvernable ; l'Egypte a fini par retrouver à sa tête un gouvernement militaire qui traque les Frères musulmans, pourtant élus démocratiquement. La traînée de poudre a atteint la Syrie en mars 2011 (1). Au début des révoltes, la dureté du régime contre les opposants, les motifs économiques et ceux liés aux prébendes que se réservaient les caciques du pouvoir alaouite furent déterminants. La répression féroce (2) du mouvement de contestation par les services de sécurité (*mukhabarat*) et par les milices alaouites (les *sabihat*) ne fit que renforcer les opposants au régime. Cependant, la réalité politique, sociologique et religieuse de la Syrie – tellement complexe avec l'imbrication de multiples communautés – a empêché que la révolte ne se propage d'emblée à l'ensemble du pays, comme ce fut le cas dans les autres pays arabes. Partie de Deraa et du plateau du Hauran (3) sunnite à l'extrême sud-ouest du pays, où les paysans avaient longtemps soutenu Bachar al Assad avant de l'abandonner

(*) Professeur de relations internationales à l'Ecole polytechnique (France) et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

(1) Interrogé par le *Wall Street Journal* en janvier 2011, Assad ne croyait pas que la révolte allait atteindre son pays. Cf. Jay SOLOMON / Bill SPINDLE, « Syrian strongman : time or reform », *Wall Street Journal*, 31 janv. 2011.

(2) La révolte a commencé après l'arrestation de deux femmes et d'une quinzaine d'écoliers qui avaient utilisés les mêmes slogans qu'en Tunisie pour les appliquer à Assad. Leur incarcération a provoqué la colère des Houranis.

(3) Plaine fertile, un des greniers de la Syrie, il s'étend sur 100 km du Nord au Sud et sur près de 70 km d'Est en Ouest.

pour s'être vus contraints de limiter l'exploitation des nappes phréatiques pour leurs cultures, elle s'est arrêtée, un temps, à la frontière avec la province de Soueida, à majorité druze et chrétienne.

Elle se propagea aux autres grandes villes du pays : Homs, la banlieue de Damas, les villes côtières ou plus exactement leurs quartiers les plus pauvres, comme Ramel Falestni à Lattaquié, pour atteindre l'est du pays en juillet 2011 (4). Alep ne s'est pas immédiatement joint à la rébellion, perçue par la bourgeoisie alépine comme fondée sur des revendications des campagnes qui lui étaient tout à fait étrangères. Une partie de la population kurde resta initialement dans l'expectative, puis les Kurdes sunnites se révoltèrent sans toutefois que le mouvement ne prît l'ampleur qu'il avait eue en 2004 (5). Pour l'essentiel, la révolte a donc concerné les zones arabes sunnites. Les minorités (druzes, chrétiennes, ismailiennes et alaouites) restèrent attentistes ou soutinrent le gouvernement. En Syrie, comme ailleurs dans le monde arabe, les minorités se sentent menacées par un monde sunnite qui cherche à affirmer sa puissance, largement amplifiée par les énormes richesses des pétromonarchies du Golfe arabo-persique. Ce fut le cas de la minorité alaouite, qui cherchera, à travers le renforcement de l'axe chiite courant au travers du Liban, de la Syrie, de l'Iraq (6) pour culminer en Iran (7), les aides nécessaires pour enrayer la rébellion. Par voie de conséquence, cette dimension explique que rapidement la Syrie se soit transformée en champ clos où les puissances extérieures ont très tôt cherché à s'emparer du conflit pour promouvoir, les uns, la rupture de l'axe chiite Beyrouth-Damas-Bagdad-Téhéran, les autres, la recomposition des rapports de force structurant le Proche-Orient. Autant dire que la mosaïque des factions ennemies ou alliées en Syrie va rapidement évoluer sous l'action d'acteurs extérieurs. Turcs, Saoudiens, Qataris, Américains, Français, Britanniques, Russes, Iraniens vont s'y retrouver directement ou indirectement pour défendre leurs intérêts et promouvoir leurs ambitions.

La rébellion syrienne, qui s'inscrivait initialement dans un vaste mouvement de revendications démocratiques (8), a aussi ouvert la voie à l'irruption de mouvements musulmans fanatiques cherchant à recréer, par le *djihad*, le califat, encouragés en sous-mains par les monarchies du Golfe arabo-persique, elles-mêmes désunies. Deux ans et demi après le début de la rébellion, plus d'une centaine de milliers de morts et plusieurs centaines de milliers de réfugiés, le général Salim Idriss, chef de l'armée syrienne libre (ASL) sur laquelle s'étaient jusqu'alors appuyés les Occidentaux, trouvait, en décembre 2013, momentanément

(4) Fabrice BALANCHE, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-Terre*, n°29, mars 2011.

(5) Représentant environ 11% de la population syrienne, les Kurdes (sunnites) se virent accorder par Assad, en avril 2011, la pleine citoyenneté syrienne et une relative autonomie dans le cadre de leur province, au grand dam des Turcs. Le parti de l'Union démocratique kurde de Syrie a toujours entretenu des liens étroits avec le PKK.

(6) 32 millions d'habitants, dont 60% de Chiïtes et 35 % de Sunnites.

(7) 89 millions d'habitants, à 89 % chiïtes.

(8) En octobre 2011 sera créé le Conseil national syrien, puis en décembre 2012 la Coalition nationale syrienne composés, en partie, d'expatriés syriens.

ment refuge au Qatar (9). Britanniques et Américains cessèrent la fourniture d'équipement à l'ASL (10). Les deux puissances décidaient de concentrer leur aide sur les rebelles entraînés en Jordanie combattant dans le sud-ouest de la Syrie. Leur action est coordonnée depuis la ville jordanienne d'Irbid. Le commandement des forces spéciales américaines (*Special Forces Command*) y a installé un quartier général qui dirige les rebelles dans leur lutte contre les forces loyalistes et leur tentative d'empêcher les djihadistes extrémistes du Jabhat al-Nusra et du groupe « Etat islamique d'Iraq et du Levant » (commandé par al Baghdadi, un Sunnite iraquien) de parvenir à leurs fins. A cette dimension s'est superposée, à partir de 2012, la nouvelle dynamique de la question iranienne. L'équation politique à Téhéran évoluait, en prévision des élections présidentielles de 2013, en faveur des modérés et des réalistes, laissant entrevoir aux Etats-Unis, en cela aidés par la Russie, qu'existaient des possibilités non négligeables de sortir de l'impasse dans laquelle les relations entre Téhéran et Washington étaient embourbées depuis plusieurs décennies, prenant un tour inquiétant avec la question du nucléaire.

PRINTEMPS 2011-HIVER 2013 : LA GUERRE CIVILE CHANGE DE NATURE

En quelques mois, le soulèvement populaire de la majorité sunnite contre le régime alaouite de Bachar al Assad va céder la place à un *djihad* global sur la terre syrienne. Assez rapidement le régime syrien, désorienté, semblait aux abois. Les fronts multiples ouverts par la rébellion contre les forces fidèles au régime vont fluctuer au gré des rapports de force locaux, avec cependant, tout au long de 2012, un grignotage des positions loyalistes. De surcroît, le régime se trouvait de plus en plus isolé sur la scène internationale. Au début de 2012, une résolution de la Ligue arabe demandait la démission d'Assad et la formation à Damas d'un gouvernement d'union nationale. Cette injonction devait servir de point d'appui aux Américains et aux Européens pour dénoncer aux Nations Unies la brutalité de la répression conduite par le Président syrien. Les différents projets de résolutions proposées par les Occidentaux en vue d'une condamnation des exactions du pouvoir en place à Damas furent systématiquement bloqués par Moscou et Pékin. Fin janvier 2013, la situation semblait empirer pour le Président syrien, puisque des rumeurs de coup d'Etat possible de la part de hauts responsables militaires l'amènèrent à rameuter dans la région de Damas deux de ses plus fidèles unités, la Garde républicaine et la 4^e division, commandée par son frère Maher. Bien qu'en situation délicate, Assad avait cependant rendu vains tous les pronostics annonçant son éviction. Sans des soutiens extérieurs – les Russes et les Iraniens pour Assad, l'Arabie saoudite, le Qatar et les Occidentaux pour l'opposition armée, jusqu'alors répu-

(9) Idriss, qui résidait en Turquie, partira au Qatar quelque temps après un raid mené le 11 décembre 2013 par le Front islamiste, soutenu par l'Arabie saoudite, qui s'est emparé du quartier général de l'ASL, ainsi que de différents équipements fournis notamment par les Américains et implantés dans le nord de la Syrie, à proximité de la frontière avec la Turquie.

(10) « US suspends nonlethal aid to Syria rebels », *New York Times*, 11 déc. 2013.

tée modérée et réunie en une nébuleuse assez vague autour de l'Armée syrienne de libération –, aucun des deux camps n'aurait pu tenir aussi longtemps dans cette lutte sans merci.

Le djihad global sur la terre syrienne

Considérant que la rébellion restait morcelée et incapable de l'emporter, les Saoudiens choisirent, dès le début 2012, d'utiliser, en sous-main, les forces djihadistes pour forcer la décision et finir par évincer Assad du pouvoir. Riyad chercha à détourner les groupes sunnites iraqiens, liés à la mouvance terroriste, de leur lutte contre le pouvoir en place à Bagdad pour orienter leur effort contre le pouvoir alaouite. Depuis les territoires du Nord-Ouest pakistanais, le chef d'Al Qaïda, Ayman al Zouweiri, soutint cette inflexion et appela, par un message diffusé au début de février 2012, les combattants djihadistes se réclamant d'Al Qaïda présents en Iraq, en Turquie, en Jordanie, au Liban et en Turquie à converger en Syrie. Connaissant déjà les modes d'opérations des forces syriennes ainsi que le terrain, les groupes terroristes s'infiltreront en Syrie et y reprendront les caches qu'ils y avaient aménagées alors même que le régime d'Assad les soutenait au moment de leur guerre contre les forces américaines après l'invasion de l'Iraq en 2003 (11). C'est à partir de ce moment que des attentats meurtriers vont viser à saper les forces régulières, tel celui qui eut lieu à Alep en février 2012 contre des officiels liés au régime. Un attentat, au plus haut niveau, perpétré en juillet 2012, privera Assad d'un certain nombre de ses principaux conseillers et chefs militaires (12). Dès lors, la force principale luttant contre Assad était composée de militants appartenant aux mouvements musulmans extrémistes.

Une nébuleuse de groupes djihadistes va se retrouver en Syrie. Le Jabhat al Nusra, conduit par un certain al Golani, le groupe est directement lié à Al Qaïda. Il apparaîtra en 2012. Le plus dangereux semble être « l'Etat islamique d'Iraq et du Levant », conduit par al Baghdadi. Son organisation est extrêmement violente et cherche à imposer la loi islamiste. Elle a été mise sur pied du temps de la présence américaine en Iraq, où elle s'était fait remarquer par sa brutalité. La mort de son premier chef l'avait reléguée à un second plan. Al Baghdadi va la sortir de l'ombre. En avril 2013, il annonçait que son organisation avait pris le contrôle du Jabhat al Nusra sans que son chef ait été consulté et que la nébuleuse qu'il prétendait contrôler s'appellerait désormais « Etat islamique d'Iraq et du Levant » (EIIIL). Al Golani demandera au chef d'Al Qaïda d'arbitrer le différend. Dans un message de juin 2013, ce dernier prit fait et cause pour al Golani ce qui n'a pas empêché al Baghdadi de persé-

(11) C'est le beau-frère de Bachar, le général Assef Shawqat, et Rami Makhlof, cousin de Bachar, homme d'affaires corrompu, qui se chargèrent de contrôler l'installation des réseaux Al Qaïda en Syrie en 2004-2005.

(12) Le 18 juillet 2012, une bombe placée au cœur même du Conseil de sécurité nationale va tuer quatre des huit plus hauts responsables de la guerre contre la rébellion : le beau-frère d'Assad, chef de la sécurité, Assif Shawqat ; le ministre de la Défense, le général Dawoud Raïjiha ; le ministre de l'Intérieur, le général Mohammad Ibrahim Shaar ; l'ancien ministre de la Défense et conseiller du Président, le général Hasan Turkmani.

vérer dans son entreprise. Le comportement extrêmement violent des membres d'EIIL a provoqué la constitution en Syrie d'une coalition de groupes rebelles qui lui sont farouchement hostiles. Le mouvement a alors intensifié ses opérations dans l'Ouest iraquien. En janvier 2014, la faction d'Al Qaïda créée par Abu Bakr al Baghdadi a empêché des unités des 7^e et 1^{re} divisions iraqiennes de reprendre le contrôle d'une partie des villes de Ramādī et de Faloujah, laissant ainsi sous le contrôle d'al Baghdadi une vaste zone s'étendant de Ramādī, situé à une centaine de kilomètres de Bagdad, jusqu'à la ville syrienne d'Al Raqqa, à 160 kilomètres d'Alep. Cette action s'inscrit dans une manœuvre plus large qui, d'une certaine façon, relègue l'affaire syrienne à une place moins centrale qu'elle ne le fut. A ces différents groupes s'ajoutent Ahram al Sham, qui serait (février 2014) fort d'une quinzaine de milliers d'hommes d'obédiences diverses – il est à la tête du Front islamiste qui regroupe plusieurs mouvements hostiles à Assad –, et Jaish al Islam, qui serait présent dans la région de Damas et bénéficierait du soutien de l'Arabie saoudite.

Les Occidentaux partagés entre idéalisme et pragmatisme

Cette réalité de l'emprise de mouvements djihadistes en Syrie mettra un certain temps à s'imposer aux Occidentaux. Les Américains seront les premiers à l'admettre alors que les Français et la plupart des Européens resteront prisonniers d'une idéologie « droit-de-l'homme » les empêchant de mener une politique conforme à leurs intérêts, notamment d'éviter la montée en puissance de groupes djihadistes que, par ailleurs, les Français allaient combattre au printemps 2013 au Mali. L'idée même d'une intervention internationale conduite par les Occidentaux, avancée au début de 2012 au nom de principes humanitaires, fut rapidement abandonnée du fait de l'opposition de l'administration Obama. Ce refus reflétait les risques militaires encourus et illustrait la complexité de la situation syrienne. Il mettait surtout en évidence l'impératif américain de ne pas heurter de front les intérêts des acteurs majeurs parties prenantes, directement ou indirectement, à la guerre civile syrienne, tout particulièrement ceux de l'Iran, avec lequel s'amorçait un dialogue, et ceux de la Russie, au risque de précipiter une très grave crise internationale. Cet attentisme américain se confirmera après l'usage d'armes chimiques imputé, sans conteste, aux forces loyalistes dans la banlieue est de Damas le 21 août 2013. Considérant qu'une « ligne rouge » avait été franchie, le Président américain ordonna des préparatifs de frappe contre le régime d'Assad pour ensuite faire marche arrière – d'autant plus rapidement qu'il était désormais en pleine négociation secrète avec l'Iran, soutien indéfectible de la Syrie, et que, par ailleurs, l'opinion américaine était réticente à toute nouvelle intervention au Proche-Orient (13).

Cette procrastination américaine aura pour conséquence de réduire à néant les ambitions du gouvernement britannique de participer aux frappes après

(13) Brad PLUMERS, « Why Americans oppose intervention in Syria : 'it's none of our business' », *Washington Post*, 9 sept. 2013.

que la Chambre des Communes eut opposé son veto et de laisser « en rade » les Français, qui furent en l'occurrence « plus royalistes que le roi ». Cette situation montrait la faiblesse de la position française : fondée sur des considérations davantage humanitaires et morales que géopolitiques, elle poussait Paris à adopter une attitude intransigeante tout en confirmant qu'elle n'avait pas les moyens de ses ambitions dès lors que les Américains n'allaient pas frapper la Syrie. Lorsque les principes les plus élémentaires de la *Realpolitik* disparaissent ainsi au profit de la politique émotionnelle, l'insuffisance se fait rapidement jour. Paris sera au surplus contraint d'avaler son chapeau en constatant, le 9 septembre 2013, que le plan de sortie de crise ouverte par l'emploi d'armes chimiques contre des civils syriens allait être proposé par le président russe Vladimir Poutine, si souvent vilipendé à Paris. Ce plan, qui avait sans doute été évoqué avec les Etats-Unis de façon bilatérale le 5 septembre au G20 de Saint-Petersbourg, consistait, sous supervision de l'ONU, à « sécuriser » les quelque mille tonnes de l'arsenal chimique possédé par Damas (14).

Contrairement aux doutes émis notamment en France, l'évacuation des armes chimiques de la Syrie s'organisera dès le début 2014. Un ensemble de bâtiments de guerre (russes, chinois, britanniques, danois, norvégiens) sera mobilisé pour escorter le premier stock à destination du roulier danois *Ark Futura* qui, parti de Lattaquié le 7 janvier, rallia un port italien pour transborder une première cargaison sensible sur le bâtiment américain *Cape Ray*, chargé de la destruction des composants chimiques ; après un traitement approprié pour neutraliser les molécules dangereuses, les armes seront détruites en mer (15). Il est important de noter qu'à la fin août et au début du mois de septembre 2013, une très vigoureuse campagne d'opinion en Europe et aux Etats-Unis appelait à frapper Assad et ses forces pour les « punir » de l'attaque chimique. Cette campagne « surfait » sur la répulsion qu'inspirait l'emploi d'armes chimiques, en même temps qu'elle recourait à des arguments contestables consistant à surestimer l'ampleur du terrain contrôlé par les rebelles au détriment des forces loyalistes et à montrer que les djihadistes restaient cantonnés à quelques zones seulement. Une série de cartes d'une « expertise » de l'Institute for the Study of War (ISW) (16), Elizabeth O'Bagy, « opportunément » diffusée dans les médias américains comme Fox News, travestissait la réalité. Ses analyses, reprises par John Kerry et le sénateur McCain, s'avérèrent erronées ; O'Bagy sera licenciée de l'ISW pour tromperie sur ses diplômes (17) ! Selon l'analyste français Fabrice

(14) La résolution du Conseil de sécurité du 27 septembre 2013 prévoyait que les armes chimiques syriennes devaient toutes être détruites d'ici la mi-2014. Les plus nocives d'entre elles devaient quitter la Syrie avant le 31 décembre 2013. Cette dernière décision ne sera pas honorée pour des raisons liées à la difficulté d'acheminement de ces armes par voie terrestre jusqu'à Lattaquié.

(15) Selon le site Internet « Mer et Marine », « 500 tonnes de munitions chimiques syriennes seront traitées en mer en quelques semaines alors que la fin du programme de destruction des munitions chimiques américaines est prévue pour 2023. Sur terre, les Etats-Unis espèrent traiter 3 100 tonnes en 10 ans. En mer, ils sont sûrs d'en traiter 500 tonnes en 4 semaines ». Cf. le site Internet www.meretmarine.com/fr/content/levacuation-des-armes-chimiques-syriennes-sous-haute-protection.

(16) Cf. le site Internet www.understandingwar.org/.

(17) « Syria writer Elizabeth O'Bagy, cited by Kerry, McCain, fired for Ph.D. lie », CNN, 12 sept. 2013, disponible sur le site Internet edition.cnn.com/2013/09/11/us/syria-elizabeth-obagy-fired/.

Balanche (18) : « On remarque [...] que les zones contrôlées par les 'rebelles' et le 'régime' épousent parfaitement les limites provinciales, ce qui laisse penser que ce sont des provinces entières avec leur administration qui sont passées sous le contrôle de l'insurrection. Pour Elizabeth O'Bagy, les rebelles sont divisés en deux groupes : 'modérés' et 'extrémistes' ; sans doute classe-t-elle parmi les 'extrémistes' le Front Al Nosra et l'Etat islamique d'Iraq et du Levant, qui sont effectivement présents dans ces régions, mais qu'en est-il des groupes salafistes appartenant au Front islamique de Syrie (FIS) ? [...] Quant au Front islamique de libération de la Syrie (FILS), qui attire irrésistiblement les bataillons de l'Armée syrienne libre (ASL) depuis sa création à l'automne 2012, il est certes plus modéré que le FIS et Al Nosra, mais son programme repose clairement sur la promotion de l'Islam politique » (19).

Au moment où la question des armes chimiques était tranchée, le sort du régime syrien semblait d'autant plus assuré qu'il regagnait une partie du terrain perdu. En juin 2013, les loyalistes, avec l'aide de Hezbollah, reprenaient la ville de Qousseir, située le long de la frontière avec le Liban. A l'automne, elles repassaient à l'offensive. Elles prendront, le 18 décembre 2013, la ville de Nabak, achevant la reprise de la région de Qalamoun (près de la frontière avec le Liban) et restaurant ainsi la continuité territoriale entre la région de Damas et celle d'Homs, ce qui assure la sécurité de l'autoroute reliant la capitale aux villes de Lattaquié et de Tartous sur la côte méditerranéenne. La résistance syrienne se voyait ainsi privée d'une voie de communication par laquelle lui parvenait de l'aide et qui lui permettait d'évacuer ses blessés vers le Liban ou Israël. Pour parvenir à ce résultat, les forces syriennes, essentiellement la 14^e brigade et des éléments des *sabihat* réorganisés par les Iraniens, qui ont été épaulés par des éléments du Hezbollah chiïtes (la brigade du Mahdi), d'une brigade chiïte formée d'éléments venus d'Iraq (la brigade Abul Fadl al Abbas). Autrement dit, sans l'aide extérieure, Assad et ses forces n'auraient jamais pu repasser à l'offensive. Cette offensive de décembre 2013 a porté un coup très sérieux aux rebelles lesquels, après mille jours de combats, ne semblaient plus en mesure de présenter une menace sérieuse pour Bachar al Assad. Côté américain, des voix se sont élevées, à partir de l'automne 2013, pour appeler à reconsidérer la position américaine sur l'affaire syrienne et envisager de reprendre langue avec Bachar al Assad. Ce fut notamment le cas de Ryan Crocker, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Damas, qui déclara au *New York Times* que le dialogue devait reprendre avec le régime d'Assad, « [...] régime exécrable mais pas autant que les djihadistes qui prendraient le pouvoir en son absence ». En effet, la nouvelle donne en Syrie transformait la nature du conflit et plaçait au-devant de la scène les puissances extérieures.

(18) Maître de conférences à l'Université Lyon II et directeur du Groupe de recherches et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient à la Maison de l'Orient.

(19) Cf. le site Internet orientxxi.info/magazine/l-insurrection-syrienne-et-la,0397.

L'INTERNATIONALISATION DE LA GUERRE CIVILE SAUVE LE RÉGIME

Le Kremlin a eu le sentiment d'avoir été trompé dans le règlement de la crise libyenne, en conséquence de quoi Moscou et Pékin opposeront leur veto à toute résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies pouvant directement ou indirectement déboucher sur une intervention en Syrie. Selon certains observateurs moscovites, la crainte du renforcement des réseaux islamistes transnationaux, y compris dans les provinces caucasiennes de la Fédération de Russie (présence de Tchétchènes en Syrie, proximité des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi du 7 au 23 février 2014), mais aussi d'une recomposition du Proche-Orient passant par la déstabilisation de l'Iran a fait réagir très rapidement les Russes. En décembre 2011, Moscou accentuait les livraisons d'armes à la Syrie en lui fournissant notamment des missiles sol-mer Yakhont (SSN-26) en vue de prévenir une éventuelle attaque par la mer, alors même que des bruits de bottes apparaissaient tant à la frontière turco-syrienne qu'à celle jordano-syrienne. Alors que le secrétaire à la Défense américain, Leon Panetta, était en Turquie pour des entretiens avec les autorités à Ankara, le vice-président syrien Farouk al Sharaa se trouvait à Moscou. Par ailleurs, le chef des services de renseignement militaire russes (SVR), Mikhaïl Fradkov, se rendait en février 2012 à Damas, vraisemblablement pour organiser les procédures de transfert de renseignements sur la rébellion collectés par les services russes. Cependant, dans cette phase initiale de la guerre civile, la conviction d'une fin rapide du régime était alors largement répandue. Les médias relayaient cette idée et des campagnes d'opinion allaient dans ce sens. C'est ainsi que le journal israélien *Maariv* affirmait que Moscou était prêt à accorder l'asile à Bachar al Assad.

Le Kremlin va profiter de cette crise pour pousser magistralement ses avantages. Il va en premier lieu chercher à clore un cycle d'expansion des avantages géopolitiques et géo-économiques américains aux motifs de la « promotion de la démocratie » inaugurée par l'administration Clinton avec la partition du Kosovo de la Serbie et poursuivie avec plus ou moins de bonheur par son successeur George Bush. Vladimir Poutine ne variera pas de sa ligne consistant à prévenir la chute du régime d'Assad au double motif du refus d'un renversement d'un régime au prétexte de la protection de la population et du rejet de l'idée selon laquelle les Etats devraient se conformer à des critères de légitimité définis par l'Occident. Cette position figurait d'ailleurs dans le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de février 2013.

Si Washington, tout en assurant Israël de son soutien indéfectible, opérait, un basculement du centre de gravité de sa politique proche-orientale vers l'Iran, Moscou cherchait de son côté à consolider ses positions dans certains pays arabes. C'est ainsi que, si le coup d'Etat militaire chassant les Frères musulmans du pouvoir en Egypte avait été condamné par Washington, entraînant *ipso facto* un gel dans les relations avec Le Caire, le Kremlin soutenait au contraire le régime du général al Sissi, et en profitait pour chercher à reprendre pied en Egypte. C'est ainsi que Moscou demandera au Caire, en octobre 2013, l'octroi de facilités portuaires. En novembre, Sergueï Lavrov, ministre des

Affaires étrangères, et Sergueï Choïgu, ministre de la Défense, se rendaient au Caire pour deux jours d'entretiens avec les dirigeants égyptiens pour discuter de ventes d'armes russes à l'Égypte, ainsi que d'une relance de la coopération entre les deux pays, avec notamment un grand projet de rénovation par les Russes des turbines du barrage d'Assouan. Selon certaines rumeurs, cette embellie des relations russo-égyptiennes devrait beaucoup à l'intercession du chef des services de renseignement saoudiens, le prince Bandar ben Sultan, qui avait rencontré Vladimir Poutine en juillet 2013. Les Saoudiens ayant approuvé l'éviction du président Morsi par les militaires égyptiens.

Pour Washington, derrière la crise syrienne, se profilèrent très rapidement d'autres enjeux dépassant ce seul cadre. Outre-Atlantique, on continuait à afficher une posture très ferme face à la Syrie d'Assad et face à Téhéran, qui menaçait alors d'interdire le détroit d'Ormuz. La Maison-Blanche réagit d'ailleurs à ces velléités iraniennes en dépêchant une force navale dans le Golfe arabo-persique, avec, à sa tête, le porte-avions *John C. Stennis*. La dynamique du rapprochement entre Washington et Téhéran était cependant enclenchée et la Maison-Blanche n'entendait pas qu'elle soit enrayée par des agissements intempestifs en Syrie ou du fait d'actions de sabotage en Iran qui auraient pu être imputés aux services américains. C'est ainsi qu'après l'assassinat, le 11 janvier 2012, d'un savant atomiste iranien, Mostafa Ahmadi-Roshan, la Maison-Blanche et le Département d'Etat prirent soin avec force et d'une façon inhabituelle de dénoncer cet attentat et d'en dégager toute responsabilité. Israël était ainsi implicitement averti que Washington ne se laisserait pas circonvenir dans sa politique visant à éviter une escalade avec l'Iran. L'irritation à Tel-Aviv était à son comble et le premier ministre B. Netanyahu demandera, le 15 janvier 2012, le report de l'exercice « Austere Challenge 12 », prévu entre les armées israélienne et américaine au printemps suivant. Autrement dit, très rapidement pour les Américains, l'écheveau iranien s'est superposé à la crise syrienne qui, du point de vue de leurs intérêts nationaux, n'avait pas la même importance.

C'est en fonction de ce nouveau paramètre que les Américains vont à la fois bloquer les aspirations israéliennes d'attaquer les installations nucléaires iraniennes et temporiser sur la crise syrienne, où les intérêts iraniens étaient considérables. L'objectif était d'éviter de tuer dans l'œuf l'amorce d'un aggiornamento des relations entre les deux pays. Les Etats-Unis ont semble-t-il également intensifié, à cette époque, leur collecte de renseignements sur Israël, en relation avec la menace brandie par Tel-Aviv de frapper les sites nucléaires iraniens. Ils n'ont cessé d'envoyer délégations sur délégations, provenant du Pentagone, afin de sonder leurs homologues israéliens sur d'éventuels préparatifs de frappe contre l'Iran. Ils ont aussi intensifiés leur recherche de renseignement en utilisant des moyens très divers, comme par exemple des réseaux sociaux comme Pinterest, grâce auxquels ils ont pu pénétrer dans de nombreux ordinateurs, y compris ceux d'enfants d'officiers, à travers lesquels ils pouvaient éventuellement déceler un départ précipité du domicile familial du chef de famille, pouvant signifier une mise en alerte de l'aviation. Ils auraient égale-

ment utilisé, près d'un lieu hautement confidentiel où les dirigeants israéliens se réunissent pour des échanges très discrets, des suites dans un grand hôtel de Jérusalem pour y installer des systèmes sophistiqués d'écoute.

En Israël, le conflit interne en Syrie fut initialement perçu comme l'occasion de se débarrasser de Bachar al Assad et ainsi de rompre l'axe Liban/Hezbollah-Damas-Bagdad-Téhéran. Assez rapidement, Israël est intervenu en Syrie pour soutenir des forces modérées luttant contre Assad, mais aussi celles opposées au front Al Nosra. A cela se sont ajoutées des actions diverses comme le traitement de certains blessés tant civils que rebelles, une aide logistique à certains groupes rebelles et la fourniture de renseignements destinés à aider la résistance modérée. Deux tendances se sont néanmoins opposées en Israël. L'une réunissait le Premier ministre, B. Netanyahu, et, jusqu'à son départ en retraite, le général Gantz, chef d'état-major, tous deux très réticents à profiter de la conjoncture en Syrie pour créer une zone tampon entre l'Etat hébreu et la Syrie. De leur côté, le chef d'état-major adjoint, le général Gady Eisenkott, et le général Yair Golan, chef du district militaire israélien contigu au Liban et à la Syrie, se prononçaient en faveur de la création de cette zone tampon où auraient pu s'installer des groupes inféodés aux Gardiens de la Révolution iraniens ou liés à Al Qaïda. Cette question pourrait évoluer avec une montée en puissance des mouvements djihadistes présents en Syrie, ce qui pourrait alors conduire Israël à intervenir de différentes façons chez son voisin oriental.

La sensibilité d'Israël à l'égard d'un éventuel rapprochement des mouvements affiliés à Al Qaïda des frontières de l'Etat hébreu a conduit le premier ministre Netanyahu à évoquer ce sujet lors de sa visite à Moscou le 20 novembre 2013, lorsqu'il a rencontré le président Poutine. En effet, Moscou et Tel-Aviv partagent les mêmes soucis à l'égard des organisations terroristes, Israël pour les raisons qui viennent d'être mentionnées et la Russie en prévision des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi. Si les deux hommes ont abordé la question du processus devant conduire à une amorce de règlement de la crise syrienne, ils ont vraisemblablement débattu d'une coopération de leurs services de renseignement contre Al Qaïda. Dans le même moment, Israël continuait d'exercer des pressions très fortes contre le Hezbollah libanais allié de Téhéran, n'hésitant pas à bombarder en Syrie même des cargaisons d'armes qui lui étaient destinées, comme ce fut le cas en octobre 2013. Toutefois, en réalité, les dirigeants israéliens étaient plus alarmés par les inflexions de la politique américaine à l'égard de l'Iran, l'affaire syrienne devenant ainsi un sous-ensemble d'une problématique beaucoup plus complexe.

GRANDES MANŒUVRES AU PROCHE-ORIENT

Du côté iranien, Téhéran a très vite compris la nature réelle de l'enjeu du conflit et a rapidement décidé d'y investir hommes, armes, et matériels. Les autorités iraniennes ont prodigué conseils et formateurs au régime syrien alors que ce dernier semblait aux abois. Elles ont également fourni au régime d'Assad une aide financière sans laquelle le régime n'aurait pu subsister. Un

signe tangible de cet engagement est venu en août 2012, lorsque des forces rebelles capturèrent une quarantaine d'Iraniens présents en Syrie, affirmant qu'il s'agissait de « gardiens de la révolution » membres d'Al Qods. Les Iraniens prétendirent qu'il s'agissait de pèlerins se rendant dans des lieux saints du Chiisme. Leur « valeur » était telle, cependant, qu'en échange de leur libération, Assad accepta de délivrer 2 000 rebelles prisonniers. De fait, l'Iran est intervenu directement pour faire en sorte que l'armée régulière fidèle au régime, qui connaissait des signes d'épuisement, soit épaulée par les « sabihat » après que ceux-là furent repris en main par des officiers iraniens leur apprenant le sens de la discipline et du combat.

Cet activisme n'a pas été sans perte du côté iranien. La plus emblématique d'entre elles a été celle du général Hassan Shateri, tué lors d'une embuscade tendue sur la route reliant Damas à Beyrouth en février 2013 (20). Shateri sera remplacé en décembre 2013 par le général M. Rezaie, chargé, à partir d'un poste de commandement situé en Syrie, de coordonner les actions militaires contre la rébellion. Les pertes iraniennes vont continuer tout au long de 2013. A celles causées par la rébellion s'ajouteront celles téléguidées par d'autres acteurs étatiques de la région. C'est ainsi qu'une attaque-suicide, le 18 novembre 2013, contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, commanditée vraisemblablement par un grand rival de l'Iran, coûtera la vie à 23 Iraniens, dont l'attaché « culturel ». Allié des Iraniens, le Hezbollah interviendra également en Syrie, ce qui lui vaudra des pertes importantes, y compris, le 4 décembre 2013, celle de Hassan Hollo al Laqqis (21), un haut responsable militaire du mouvement chiite, proche du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah.

Néanmoins, à partir du moment où la tension sur la question nucléaire était retombée avec l'accord de l'automne 2013 (22), l'Iran a cherché à pousser ses pions dans le cadre des négociations sur la crise syrienne, notamment à l'occasion de la conférence prévue de Montreux le 22 janvier 2014, conférence placée sous le double patronage du secrétaire d'Etat John Kerry et de son homologue russe, Sergueï Lavrov. Pour Téhéran, dans la mesure où les chances d'une discussion directe entre Assad et les rebelles demeurent quasi nulles, la question syrienne doit être réglée par étapes : établissement d'une trêve ; ouverture de couloirs humanitaires – idée qui s'était fait jour côté occidental dès le printemps 2012 – par lesquels les Européens, les Russes et les Américains pourraient faire parvenir une aide alimentaire et médicale aux populations en détresse ; enfin, isolement et éradication des factions djihadistes liées à Al Qaïda de la part des groupes rebelles.

(20) Cf. le site Internet www.irantracker.org/analysis/fulton-assassination-iranian-quods-force-general-hassan-shateri-syria-february-28-2013. Sur l'engagement iranien en Syrie, cf. également le très intéressant article du *New Yorker* sur le rôle de Qassem Suleimani, le chef d'Al Quods : Dexter FILKIN, « The Shadow Commander », *The New Yorker*, 13 sept. 2013.

(21) Cf. le site Internet www.jewishpress.com/news/breaking-news/hezbollah-veteran-assassinated-and-everybody-blames-israel/2013/12/04/.

(22) Cet accord comporterait, selon certaines rumeurs, des clauses secrètes dont la teneur ne serait partagée qu'entre les Etats-Unis, la Russie et l'Iran.

L'Arabie saoudite a rapidement pris fait et cause pour la rébellion syrienne, escomptant une chute rapide du régime en place à Damas, ce qui aurait directement abouti à affaiblir considérablement l'Iran. En proie à une crise de succession, le régime saoudien laissera, d'une certaine façon, les coudées franches au prince Bandar Ben Sultan Ben Abdelaziz, ancien ambassadeur du royaume saoudien à Washington, devenu chef des renseignements saoudiens, la tâche d'organiser l'aide apportée à la rébellion, notamment la fourniture d'armes. Le prince Bandar va imaginer un système complexe d'acheminement d'armes grâce au soutien qu'il s'est ménagé auprès d'Hakan Fidan, chef des services de renseignement turcs (Milli Istihbarat Teskilati ou MIT). Initialement réticent, Ankara se verra rappeler l'ampleur des exportations turques vers le royaume saoudien et les conséquences économiques considérables pour la Turquie si elles venaient à fléchir significativement. Dès lors, les Turcs acceptèrent de voir transiter par leur territoire des armements achetés dans les Balkans et acheminés vers les rebelles, notamment dans la région d'Alep.

Par ailleurs, comme on l'a vu précédemment, l'Arabie saoudite décida de s'appuyer sur des réseaux liés à Al Qaïda pour accélérer, pensait-elle, la chute du pouvoir en place à Damas. La stratégie saoudienne venait contredire celle du Qatar, lequel s'appuyait sur d'autres mouvements djihadistes, qui n'étaient pas en odeur de sainteté à Riyad. La tension entre les deux pays éclatera ouvertement lors du sommet de la Ligue arabe tenu à Doha le 26-27 mars 2013, où les deux délégations en vinrent pratiquement aux mains, obligeant les autres participants à les séparer. Dans les mois qui suivirent, Riyad rencontrera d'autres déconvenues, sans doute plus lourdes de conséquences, dès lors qu'à l'enjeu posé par la guerre civile syrienne venait se superposer la dimension iranienne. L'Iran cherche, comme l'Arabie saoudite, à s'imposer comme puissance dominante dans la région du Golfe arabo-persique. Riyad est d'autant plus active qu'elle se sent délaissée par Washington, à qui elle entend faire payer son revirement stratégique vers l'Iran de Rohani. Si Riyad a officiellement interdit aux citoyens saoudiens de participer aux combats aux côtés des rebelles syriens, elle les soutient sans limite. Bien que consciente des dangers potentiels que pourrait faire courir au Royaume le retour en son sein de djihadistes plus ou moins liés à Al Qaïda, le ressentiment à l'égard des Chiïtes, des Alaouïtes et, surtout, de l'Iran semble l'emporter sur toute autre considération.

Cette priorité n'échappe pas à Washington, qui n'a cependant pas tergiversé lorsque des perspectives d'ouverture se sont manifestées en Iran. De la sorte, la Maison-Blanche réévalua ses priorités, indiquant que, sans abandonner Riyad, Téhéran présentait désormais un intérêt prioritaire. La réaction des Saoudiens a été extrêmement vive (23). Dans un article remarqué, Nawaf Obaid, un commentateur autorisé des affaires stratégiques saoudiennes et conseiller du roi Abdallah, écrivait dans *Al Monitor*, le 17 octobre 2013, que le revirement américain appelait un changement profond de la politique extérieure saoudienne,

(23) Ils refuseront en particulier, le 18 octobre 2013, de siéger pour deux ans au Conseil de sécurité des Nations Unies comme membre non permanent.

lui imposant de moins dépendre de l'Occident pour la défense de ses intérêts et d'envisager la création d'un nouveau cadre de sécurité pour le monde arabe (24). Quelques jours plus tard, le 23 octobre, le prince Turki, membre de la famille royale et ancien chef des renseignements saoudiens, caractérisait la politique syrienne d'Obama de « *lamentable et perfide* », ajoutant que « *l'éloignement des États-Unis est un acte majeur et que les Saoudiens ne veulent plus se retrouver dans une situation de dépendance* » (25). L'exacerbation saoudienne était à son comble au début de l'automne 2013 et, selon des sources non vérifiables, le prince Bandar Ben Sultan aurait accepté de rencontrer secrètement le chef du Mossad, Tamir Pardo, à Vienne, le 24 novembre 2013, afin d'évoquer des mesures communes pour faire face au « *danger* » iranien (26). De telles entrevues auraient également eu lieu en Jordanie dans le port d'Aqaba. Ces rencontres auraient cependant suscité la réprobation d'une partie de la famille royale saoudienne, y compris de la part du prince héritier (27). L'ire des dirigeants saoudiens et leur hostilité à l'égard de l'Iran chiite ont fait ressurgir la question du nucléaire militaire saoudien (28) et des connexions très étroites qui auraient été établies sur ce sujet entre le royaume wahhabite et le Pakistan (29).

Cependant, le royaume saoudien a rapidement pris la mesure de l'évolution des rapports de force, ce qui l'a contraint à adopter une attitude pragmatique. L'Arabie saoudite ne trouve plus, en effet, auprès des autres monarchies du Golfe un soutien sans faille. Si le Koweït et Bahreïn (30) sont alignés sur le royaume saoudien, il n'en est plus de même des autres pays. Les grandes manœuvres américano-russo-iraniennes ont fait bouger les lignes, contraignant les petites monarchies du Golfe arabo-persique à s'adapter. Le sultan Qaboos

(24) « *The Syrian tragedy clearly represents a turning point in the historical practice of the West in intervening in the Arab and Muslim worlds. As has been shown during the last two and a half years, the United States, United Kingdom and France no longer have the political and economic stomach to unilaterally engage their militaries in the region. [...] The only way the Arab world can make progress is through a collective security framework initially consisting of Saudi Arabia, Egypt, Jordan, Morocco and the GCC nations. It is time for the Arab states, working through a much-needed, reformed Arab League, to assume responsibility for their own region and work together to increase their collective security. Such a shift away from Western dependency and toward more local interventionism will take some time* ». Nawaf OBAID, *Al Monitor*, 17 oct. 2013, disponible sur le site Internet www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/10/saudi-shifts-foreign-policy-doctrine.html#

(25) Cf. le site Internet www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/10/saudi-turki-syria-us-reaction.html.

(26) Cf. le site Internet www.haaretz.com/news/diplomacy-defense/1.561088.

(27) Derrière cette affaire se cachent aussi des enjeux liés à la succession du roi Abdallah. Le prince Bandar fait partie du clan hostile au prince héritier, Salman bin Abulaziz Al Saud.

(28) Colin FREEMAN, « Saudi Arabia Targeting Iran and Israel with ballistic missiles », *Daily Telegraph*, 10 juil. 2013. La base de missiles saoudiens est située à al-Watah.

(29) En octobre 2013, Amos Yadlin, ancien chef des services de renseignement militaire israéliens, a fait allusion, lors d'une conférence, aux liens qui lieraient Pakistan et Arabie saoudite sur le nucléaire militaire. Cf. par ailleurs le site Internet www.usnews.com/news/articles/2013/11/07/reports-saudi-arabia-poised-to-receive-nukes.

(30) C'est avec le soutien de Riyad que la famille régnante al-Khalifa – appartenant à la minorité sunnite de l'émirat – a réprimé, en 2012, par la force, la rébellion d'une partie de la population d'obédience chiite (30% de l'Émirat).

d'Oman, qui avait servi d'entremetteur entre Washington (31) et Téhéran, a menacé, lors du 34^e sommet du Conseil de coopération du Golfe tenu à Koweït (10-11 décembre 2013) de s'en retirer, reprochant aux Saoudiens de lui en vouloir pour le rôle de médiateur qu'il avait joué et de persévérer dans leurs projets, présenté en 2011, pour une plus grande union entre le Royaume saoudien, Oman, les Emirats arabes unis (EAU), Bahreïn et Koweït. En outre le Sultan exprimait son mécontentement face aux promesses d'une aide financière non tenue alors que l'économie omanaise connaît de graves difficultés. Les Emirats arabes unis, fédération de sept émirats, dont la population est composée à seulement 20% de nationaux, maintiennent une ligne équilibrée entre Téhéran et Riyad. Le voyage dans les Emirats, en décembre 2013, du ministre iranien des Affaires étrangères Javad Zarif a permis à Téhéran de convaincre le cheik Khalifa bin Zaed al Nahyran, président des EAU, que Téhéran souhaitait voir résoudre positivement la question de trois îles disputées entre les deux pays. Le Qatar de son côté, au grand dam des Saoudiens, continue de soutenir les Frères musulmans, ennemis de la monarchie wahhabite. Le cheik Mohammed ben Rashed al Maktoum de Dubaï avait quant à lui appelé à lever les sanctions contre l'Iran. Les limites de la diplomatie saoudienne et les difficultés internes du royaume qui doit affronter une crise de succession dans la perspective de la disparition du roi Abdallah, âgé de 89 ans, ont poussé certaines factions au sein du Royaume wahhabite à adopter, à la fin de 2013, une position pragmatique. C'est ainsi que le prince ben Sultan, aurait approché l'homme d'affaires Adnan Khashoggi afin qu'il sonde les Iraniens. De leur côté, ces derniers auraient utilisé le leader druze Walid Jumblatt pour proposer à Riyad que les deux pays coopèrent en vue d'initiatives communes pour stabiliser la situation politique au Liban. Initiative qui aurait recueilli un accueil positif.

Dernier acteur de cette crise qui va rapidement s'estomper des écrans radars, la Turquie. Dans une phase initiale, le Premier ministre, R. Erdogan considérait qu'un départ d'Assad du pouvoir supprimerait un régime hostile aux frontières sud de la Turquie et tuerait dans l'œuf toute velléité de la part des Kurdes syriens de chercher leur autonomie avec les risques de contagion que cela pouvait comporter. Le Premier ministre turc va confier l'affaire syrienne au chef des services secrets turcs (MIT), Hakan Fidan (32), pour que ce dernier organise l'aide aux rebelles syriens et notamment l'acheminement d'armes. Au grand dam de l'opposition syrienne, les armes arrivèrent moins aux forces modérées qu'aux groupes rebelles affiliés aux Frères musulmans, dont le parti Justice et Développement d'Erdogan est proche. La place qu'occupe Fidan avait d'emblée suscité des inquiétudes tant en Israël qu'aux États-Unis, dans la mesure où on redoutait que Fidan puisse contribuer à infléchir

(31) Les États-Unis ont développé des liens étroits avec Oman. Une grande partie de l'évacuation par voie aérienne des matériels américains en Afghanistan atterrissent sur la base aérienne de Thumrait dans l'ouest du Dofar, depuis laquelle ils sont ensuite transportés au port de Salalah pour leur rapatriement en Amérique.

(32) Fidan a commencé sa carrière comme sous-officier dans l'armée turque. Il a ensuite suivi des cours à l'Université du Maryland, puis à l'Université Bilkent à Ankara. Il est devenu conseiller pour les affaires étrangères d'Erdogan en 2007 et chef des services secrets turcs en 2010.

la politique turque vis-à-vis tant d'Israël que de l'Iran. Un article du *Washington Post* affirmera que Fidan avait, en 2012, transmis aux services iraniens le nom de dix agents travaillant en Iran pour le compte d'Israël (33). Il n'est pas surprenant dans ces conditions que les ministres des Affaires étrangères turc Ahmet Davutoglu et son homologue iranien, Javad Zarif, signent, à Ankara, le 1^{er} novembre 2013, un accord (34) organisant la coopération de leurs services de renseignement, qui avait été discutée auparavant par Hakan Fidan et Khosrow Hosseini, un haut responsable des services secrets iraniens. Ce sont ces pourparlers qui ont poussé Washington à laisser filtrer l'information reprise par le *Washington Post*. A partir de ce moment et avec la crise interne ouverte en Turquie durant l'hiver 2013, Ankara ne va plus jouer un rôle significatif dans la partie d'échecs se déroulant au Proche-Orient, sa politique arabe ayant produit peu de bénéfices.

LE RAPPROCHEMENT IRANO-AMÉRICAIN

Dès la fin de l'année 2011, les premiers signaux d'une esquisse d'une possible reprise de dialogue entre Téhéran et Washington se firent jour lorsque, en visite dans la capitale américaine (12-13 décembre 2011), le premier ministre iraquien Nouri al Maliki apportait un message d'ouverture de la part des autorités iraniennes, qui avaient pris soin, au préalable, de démontrer leur force en exhibant quelques jours auparavant un avion sans pilote américain ultra-secret et furtif, le RQ 170, qu'elles auraient réussi à détourner. Dans l'immédiat, cette amorce de dialogue ne changeait rien à la donne syrienne et iranienne. Quelques mois plus tard, après une brève rencontre à Séoul (25 mars 2012) avec Barack Obama, le premier ministre turc Erdogan partait pour Téhéran avec un message du Président américain au Guide de la Révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, en prévision des discussions sur le nucléaire iranien qui devaient s'ouvrir à Istanbul le 13 avril suivant. Le message d'Obama ne reçut pas de réponse officielle de la part de Téhéran, si ce n'est que les Iraniens demandèrent des précisions sur la déclaration d'Obama du début du mois de mars 2012 dans laquelle le Président américain se déclarait ouvert à une solution négociée plutôt que d'envisager la guerre pour régler la question des ambitions nucléaires de l'Iran.

Parallèlement aux tractations internationales, les dirigeants iraniens réalisaient que leur pays était, à la suite des sanctions, proche de la banqueroute. Washington leur fit rapidement savoir que tout accord sur le nucléaire s'accompagnerait d'une levée partielle de l'embargo et notamment de la libération d'une vingtaine de milliards de dollars (3 milliards libérés sur les quelque 50 d'avoirs bancaires iraniens gelés et de l'ordre de 16 milliards avec la levée de

(33) David IGNATIUS, « Turkey blows Israel's cover for Iranian spy ring », *Washington Post*, 17 janv. 2013, disponible sur le site Internet www.washingtonpost.com/opinions/david-ignatius-turkey-blows-israels-cover-for-iranian-spy-ring/2013/10/16/7d9c1eb2-3686-11e3-be86-6aeaa439845b_story.html. Cette information sera démentie par les Turcs.

(34) Cf. le site Internet www.bakuforum.org/wp-content/uploads/2013/12/12-14-Azerbaijan.pdf.

certaines interdictions commerciales). Lors de son message de vœux pour la nouvelle année iranienne, le 21 mars 2013, trois mois avant l'élection d'Hassan Rohani comme Président de la République, le guide suprême, l'ayatollah Khamenei, déclarait qu'il n'était pas hostile à des discussions avec les Américains pour autant que Washington atténue son hostilité à l'égard de l'Iran. Il autorisa la tenue, à Oman, de discussions secrètes avec Washington, escomptant le remplacement à la tête de l'Etat de Mahmoud Ahmadinejad par Rohani, qu'il connaît et apprécie de longue date. Les dirigeants iraniens firent également feu de tout bois pour présenter une image plus positive de leur pays et de sa politique. Pour marquer sa différence avec les dirigeants sunnites, le président Hassan Rohani a ainsi utilisé son compte Twitter pour souhaiter une bonne année aux Chrétiens (35).

Avec la tournure que prit la crise syrienne suite à l'irruption de mouvements djihadistes, les Etats-Unis percurent qu'ils partageaient des objectifs communs avec les Iraniens face à la montée en puissance de mouvements sunnites sectaires proches de la mouvance d'Al Qaïda qui mènent des actions extrêmement violentes en Syrie, en Afghanistan, au Yémen et en Iraq. En janvier 2014, le gouvernement iranien proposera au gouvernement américain d'envoyer ensemble des conseillers militaires en soutien du gouvernement de Bagdad aux prises avec une résurgence d'actions violentes de la part d'extrémistes sunnites dirigés par al Baghdadi dans la province d'Anbar et qui sont également présents en Syrie. Avec la nomination, par le président Rohani, de l'amiral Ali Shamkhani, de descendance arabe, qui succédait au « faucon » Saeed Jalili à la tête du Conseil de sécurité national suprême iranien, en charge de la politique de sécurité et de défense sous la haute responsabilité du leader suprême l'ayatollah Ali Khamenei, la situation à Téhéran va rapidement changer. Shamkhani entretient des liens positifs avec l'Arabie saoudite, dont le roi Fahd l'avait décoré en 2004 de l'ordre d'Abdulaziz al Saud, la plus haute décoration saoudienne.

Se dessine ainsi une évolution de la politique iranienne. D'une part, approfondir les relations avec les Etats-Unis pour leur redonner une dimension nouvelle qui devrait viser à rapprocher progressivement les deux pays comme ils le furent du temps du Shah. D'autre part, Shamkhani devrait jouer un rôle important en politique intérieure en cherchant à rapprocher les points de vue entre les factions modérées et progressistes et les forces conservatrices incarnées par les gardiens de la Révolution dirigés par le très puissant général Mohammed Ali Jafari, notamment pour leur faire accepter l'accord du 24 novembre 2013 (36) sur le nucléaire, auquel l'ayatollah Khamenei a apporté son soutien. Avec les Etats-Unis, il entend promouvoir l'envoi de chercheurs et

(35) S'il est interdit, sous peine de punitions très sévères, de célébrer des services religieux chrétiens en Arabie saoudite, il en est autrement en Iran, où, si le prosélytisme chrétien est interdit, des églises chrétiennes célèbrent les cultes à Téhéran.

(36) Les Russes vont jouer un rôle important dans la préparation de l'accord : Sergei Kiriyenko, directeur de Rosatom (et ancien premier ministre de Russie entre mars et août 1998), sera largement aux commandes en arrière-plan des discussions tripartites entre Washington, Téhéran et Moscou.

de scientifiques aux Etats-Unis et construire une *joint venture* entre les deux pays afin d'aider à sauver le plus grand lac du Proche-Orient, le lac d'Ourmia, qui s'assèche à grande vitesse et dont le tarissement représenterait une catastrophe écologique de taille. Il ne semble pas que le refus américain opposé à la participation iranienne à la conférence d'un jour, sur l'avenir de la Syrie, qui s'est tenue à Montreux le 22-23 janvier 2014, altère la dynamique d'un rapprochement entre Téhéran et Washington.

* *
*

La crise syrienne recompose le Proche-Orient, ce qui provoque des retentissements considérables. Tout d'abord, une de ses conséquences possibles pourrait être *de facto* la fin d'arrangements géopolitiques qui remontent aux Accords Sykes-Picot de mai 1916 (37). Autrement dit, une des solutions au conflit pourrait être une partition de fait du pays. Après tout, comme nous le rappelle Jacques Ancel, « *la frontière [...] se calque, plastique, non sur les obstacles auxquels elle se heurte pour se fixer mais sur ce qui s'agite au-dedans [...] ce n'est pas le cadre qui importe mais ce qui est encadré* » (38).

Une autre conséquence de la crise syrienne est bien évidemment, même s'il suscite encore au Congrès de nombreuses oppositions, le retournement de la position américaine. Si Washington a réaffirmé son soutien indéfectible à Israël et son engagement auprès des monarchies pétrolières du Golfe arabo-persique, à commencer par l'Arabie saoudite, il n'en demeure pas moins que l'administration Obama a ouvert la voie à de nouveaux équilibres avec le rapprochement décidé avec Téhéran. Quelques jours avant la conférence de Montreux sur la Syrie, Javad Zarif et Walid Muallam, les ministres iranien et syrien des Affaires étrangères revenaient de Moscou avec une proposition d'amorce de règlement du conflit syrien et de la crise libanaise, qui avait l'aval tant du Président russe que de son homologue américain. D'ailleurs, déjà se bousculent en Iran des délégations tant politiques (39) que d'hommes d'affaires occidentaux en vue de créer les conditions de partenariats économiques et industriels considérables avec un pays de 80 millions d'habitants soumis à un étranglement progressif de son économie à travers des sanctions dont l'effet l'a fait plier sans pour autant le mettre à bas et qui ne sauraient tarder à être levées progressivement (40).

On peut s'interroger sur ce que la France retire de cette crise aux aspects multiples. Paris s'est d'emblée affichée en faveur d'un changement à Damas au nom des principes bien connus de la défense des droits de l'homme et de la démocratie. Elle a montré sa détermination, y compris jusqu'à menacer de l'emploi de la force après le massacre par armes chimiques de la Ghouta

(37) Discours de clôture du général Michael V. HAYDEN ancien directeur de la CIA, « Seventh annual terrorism conference », Jamestown Foundation, 12 décembre 2013.

(38) Jacques ANCEL, *Géographie des frontières*, Gallimard, 209 p., 1938.

(39) Kiran TACEY, « Jack Straw leads delegation of British politicians to Tehran », *Financial Times*, 7 janv. 2014.

(40) Murielle MOTTE / Gilles SENGES, « Les groupes français dans les starting-blocks en vue de la réouverture du marché iranien », *L'Opinion*, 16 janv. 2014.

en août 2013. Ce fut un rendez-vous manqué, mais en même temps une leçon administrée à tout dirigeant qui aurait des vellétés d'utiliser à l'avenir de telles armes. Comprenant que les enjeux de la crise lui échappaient partiellement avec l'instauration d'une sorte de duopole russo-américain pour son règlement qui impliquait que soit aussi traitée, sans qu'il ne soit de près associé aux tractations, la problématique iranienne, Paris a fait preuve, comme tous les autres acteurs de cette crise, d'un grand pragmatisme. Considérant que pour un temps l'Iran qui s'ouvrait lui fermerait en partie ses marchés, elle s'est résolument tournée vers l'Arabie saoudite pour y trouver, en épousant momentanément sa cause face à l'Iran, la manne dont par ailleurs l'économie française avait besoin dans la conjoncture économique qui prévalait alors en France.

Enfin, la crise syrienne pourrait avoir des retentissements plus à l'Est. L'actuel Premier ministre pakistanais est un ami de longue date des Saoudiens. Il soutient les opérations secrètes menées contre l'Iran à partir du Baloutchistan, où les Saoudiens sont bien implantés. New Delhi n'a pas manqué de noter ce partenariat et s'est empressé, depuis novembre 2013, d'accélérer le développement du port de Chabahar (41), à la fois pour favoriser ses activités maritimes mais aussi comme contrepoids au port pakistanais de Gwadar, utilisé par les Chinois, qu'il cherche à supplanter en Iran. Pékin a semblé à l'occasion de la crise s'éloigner de l'Iran et se rapprocher à la fois d'Islamabad et de Riyad en considérant qu'elle pouvait ainsi contrer l'influence de Washington et de Téhéran à Kaboul.

Le « *grand jeu* » (42) est ouvert. Le réveil pour les dirigeants et les opinions qui n'en n'ont pas compris la logique de *Realpolitik* risque d'être difficile.

(41) Cf. le site Internet www.jpost.com/Opinion/Op-Ed-Contributors/Irans-Chabahar-port-transforms-its-position-337167.

(42) Il s'agit là de la référence à la rivalité, en Asie centrale, qui a opposé la Grande-Bretagne et l'empire russe tout au long du XIX^e siècle. Sur ce sujet, cf. Peter НОРКИК, « Le Grand Jeu, officiers et espions en Asie centrale », Nevicata Editions, Paris. La version française est la traduction de l'ouvrage paru en anglais en 1990.